



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

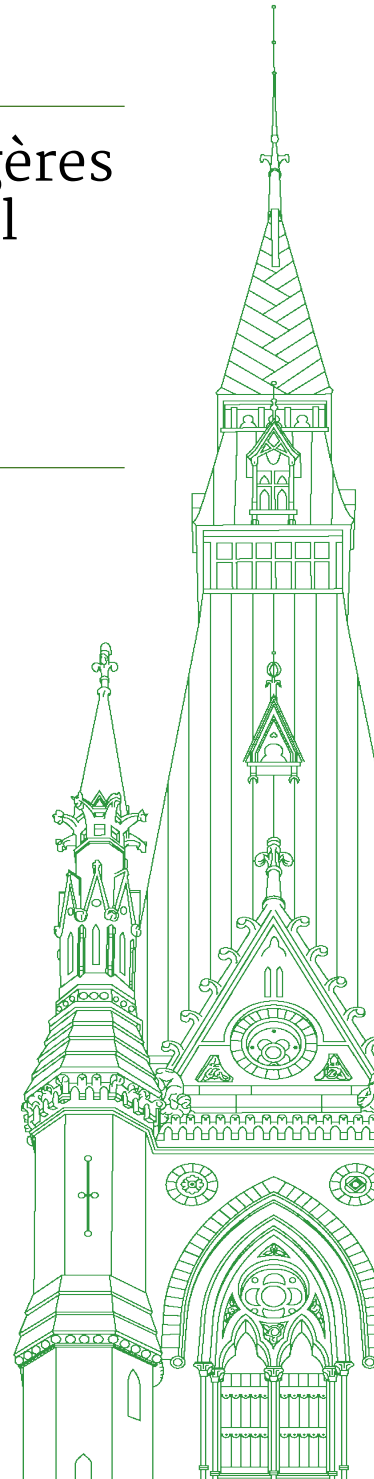
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 013

Le mardi 18 novembre 2025

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 18 novembre 2025

• (1105)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Ettobicoke, Lib.)): Chers collègues, la séance ouverte.

Bienvenue à la 13^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

[Français]

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Les membres y participent en personne dans la salle et à distance au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le mardi 23 septembre, le Comité se réunit pour étudier la réponse du Canada à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.

Je souhaite la bienvenue à notre témoin de la première heure. Accueillons Son Excellence Andrii Plakhotniuk, ambassadeur de l'Ukraine au Canada.

Vous aurez cinq minutes pour faire votre exposé préliminaire, monsieur l'ambassadeur, après quoi nous passerons aux questions des membres du Comité.

Excellence, vous avez la parole.

Soyez le bienvenu.

[Français]

S.E. Andrii Plakhotniuk (ambassadeur de l'Ukraine au Canada, Ambassade de l'Ukraine): Monsieur le président, distingués membres du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser au Comité et de vous informer de la situation actuelle en Ukraine. C'est pour moi un immense honneur et un privilège d'être parmi vous aujourd'hui.

Avec votre permission, je continuerai en anglais.

[Traduction]

Permettez-moi de commencer par exprimer ma sincère gratitude pour le leadership à la fois constant et énergique du Canada dans son appui à l'Ukraine. Depuis les premiers jours du rétablissement de l'indépendance de l'Ukraine, nos deux pays sont de proches amis et alliés. Notre amitié est profonde et forte, et elle repose sur des valeurs communes et des liens chaleureux enracinés dans la communauté canadienne d'origine ukrainienne, qui compte près de 1,5 million de personnes.

À cet égard, nous espérons que les députés de la Chambre des communes appuieront à l'unanimité le projet de loi parrainé par le

député Yvan Baker, selon lequel le mois de septembre serait le Mois du patrimoine ukrainien.

Monsieur le président et distingués membres du Comité, depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février 2022, le Canada a fait preuve d'un solide leadership dans son appui à l'Ukraine en étant le plus important contributeur financier par habitant des pays du G7. Nous sommes sincèrement reconnaissants envers la présidence canadienne du G7 d'avoir accordé la priorité à la cause ukrainienne. Nous n'oublierons jamais que la première tranche de l'aide macrofinancière est venue du Canada — les premiers chars Leopard 2 livrés à l'Ukraine venaient également du Canada —, et que les Forces armées canadiennes ont formé plus de 46 000 militaires ukrainiens dans le cadre de l'opération Unifier.

Le Canada est un leader important dans le soutien durable au régime de sanctions contre la Russie, et nous sommes très reconnaissants de la décision annoncée le 12 novembre par l'honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères, d'imposer des sanctions supplémentaires en vertu du Règlement sur les mesures économiques spéciales. Le Canada est également un membre inestimable du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine et de la Coalition des volontaires.

Le Canada est un membre actif de l'initiative PURL et consacre 500 millions de dollars au renforcement des capacités de défense de l'Ukraine. L'Ukraine et le Canada ont lancé la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens, à laquelle se sont joints 41 pays et le Conseil de l'Europe, dans le cadre du programme Bring Kids Back UA. Jusqu'ici, 1 819 enfants ukrainiens sont rentrés chez eux après avoir été déportés ou transférés de force. À cet égard, je veux remercier sincèrement les députés de la Chambre des communes d'avoir adopté une motion déposée par l'ancien député du Bloc québécois Stéphane Bergeron en 2023, pour condamner l'enlèvement d'enfants ukrainiens et leur déportation en Russie. Nous vous saurions gré de renouveler la motion à la Chambre, parce que les pressions diplomatiques exercées sur la Russie restent très importantes.

Monsieur le président et distingués membres du Comité, les terroristes russes bombardent et pilonnent des zones civiles éloignées de la ligne de front, dont des infrastructures électriques essentielles. Cela constitue sans équivoque un acte de génocide et un crime de guerre. Pas plus tard que la semaine dernière, les Russes ont lancé près de 1 000 drones d'attaque, environ 980 bombes aériennes guidées et 36 missiles de divers types contre les Ukrainiens.

Le 14 novembre, au cours de l'attaque nocturne de grande envergure contre l'Ukraine, la Russie a utilisé presque toute sa gamme de capacités de frappe. Des villes ukrainiennes ont été la cible de 430 drones d'attaque, de 18 missiles balistiques et missiles de croisière, ainsi que du missile hypersonique Zircon. L'attaque a fait sept morts et 35 blessés, dont des enfants et une femme enceinte.

Les Russes frappent nos infrastructures énergétiques tous les jours, ciblant des installations d'extraction de gaz, des mines de charbon et des réseaux électriques. Depuis le début de l'agression armée de la Russie, plus de 50 % de la capacité énergétique de l'Ukraine a été détruite, endommagée ou occupée. Selon la dernière évaluation de la Banque mondiale, il faudrait environ 68 milliards de dollars pour rétablir le secteur énergétique ukrainien.

Ce dont l'Ukraine a aujourd'hui un urgent besoin, c'est de rétablir son secteur énergétique et ses infrastructures essentielles, outre une aide financière pour couvrir les pénuries de gaz et survivre à l'hiver. Une contribution immédiate est d'une importance cruciale.

La situation sur la ligne de front reste tendue. Les forces armées ukrainiennes poursuivent leurs opérations défensives dans la direction de Pokrovsk, au Donbass. Selon nos estimations, les Russes ont déployé environ 150 000 soldats précisément dans le secteur de Pokrovsk, sur un total d'environ 700 000 hommes en territoire ukrainien.

Nos principales priorités en matière de défense aérienne sont depuis longtemps la défense antimissile contre les menaces balistiques, les capacités de frappe en profondeur, les aéronefs de combat, les systèmes d'artillerie, les missiles à long rayon d'action, l'équipement technique, les drones et les munitions. Nous parlons évidemment d'autres systèmes Patriot et de missiles supplémentaires pour les Patriot et d'autres systèmes de défense aérienne.

• (1110)

Monsieur le président et distingués membres du Comité, l'Ukraine est en train d'intensifier sa production d'armes, sur son territoire et en collaboration avec ses partenaires. Nous invitons les entreprises étrangères à établir des installations de production directement en Ukraine. Nous voulons multiplier les résultats du modèle danois, en produisant avec l'Ukraine et en Ukraine.

Nous envisageons également des exportations contrôlées pour les armes en surproduction, comme les drones navals. À cet égard, l'aide militaire et financière durable fournie par le Canada à l'Ukraine dans le cadre de notre accord bilatéral sur la sécurité est cruciale. Nous vous serons extrêmement reconnaissants de bien vouloir envisager et inclure dans la prochaine période des programmes d'aide au moins équivalents à ceux de l'an dernier.

L'Ukraine veut une paix juste, globale et durable, comme les autres pays du monde. Nous appuyons fermement les efforts du président Trump pour mettre fin immédiatement aux combats sur la ligne de front actuelle, mais c'est la Russie qui fait continuellement obstacle au processus de paix.

Cette année seulement, des dizaines d'occasions de cessez-le-feu se sont présentées, mais la Russie a rejeté toutes les propositions de paix. Poutine mettra fin à la guerre quand il n'aura plus l'illusion d'une victoire finale sur le champ de bataille et quand le prix à payer pour poursuivre la guerre dépassera le prix à payer pour l'arrêter.

Collectivement, la communauté internationale a la capacité de rendre ce prix insoutenable pour la Russie. Il faut continuer à renforcer le régime de sanctions et cibler la flotte de navires-citernes fantômes ainsi que les principaux secteurs de l'économie russe, son complexe militaro-industriel, ses entreprises énergétiques, nucléaires et chimiques, et les secteurs des technologies de l'information et des finances.

D'autres mesures internationales énergiques empêchant Moscou de contourner les sanctions sont également très importantes. Il faut créer des mécanismes permettant d'utiliser tous les actifs souverains immobilisés de la Russie afin que l'Ukraine dispose des ressources dont elle a besoin pour combattre, survivre, et se reconstruire après la guerre. À cet égard, nous sommes évidemment reconnaissants au Canada d'avoir fourni 5 milliards de dollars canadiens dans le cadre du mécanisme d'accélération des recettes extraordinaires du G7 pour les profits des actifs immobilisés russes.

Monsieur le président et honorables membres du Comité, la Russie ne doit pas l'emporter. Assurer la victoire militaire de l'Ukraine est le pilier central de toute stratégie crédible visant à contrer la menace russe. La Russie est affaiblie. Malgré sa propagande, la Russie n'est pas en train de gagner, et l'Ukraine n'est pas en train de perdre la guerre.

En 2025, la Russie a gagné moins de 1 % du territoire ukrainien. En raison des sanctions internationales et des frappes coordonnées des forces de défense ukrainiennes sur d'importantes cibles militaires et industrielles à l'intérieur du territoire de la Fédération de Russie et du territoire occupé temporairement de l'Ukraine, les recettes pétrolières et gazières du budget russe sont en train de diminuer. D'ici la fin de l'année, la Russie aura perdu au moins 37 milliards de dollars américains de revenus pétroliers et gaziers.

Nous devons donc multiplier nos efforts conjoints pour faire pression sur Poutine et le forcer à mettre fin à la guerre. C'est le seul moyen. Le principe de paix par la force a prouvé son efficacité à maintes reprises dans l'histoire du monde, et il est temps de l'utiliser encore une fois.

• (1115)

[Français]

Merci beaucoup de votre attention. Je suis disponible pour répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup de vos propos, Excellence.

Nous allons maintenant passer aux questions des membres du Comité, en commençant par la députée Kramp-Neuman.

Vous avez six minutes, madame.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Parfait, merci.

Je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui, Excellence.

Je voudrais commencer par dire que le gouvernement du Canada et l'opposition officielle ont toujours exprimé leur appui massif à l'Ukraine et qu'ils condamnent l'agression illégale de la Russie.

Je voudrais plus précisément aborder la question des enfants. J'ai assisté à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe il y a quelques mois. Il y a eu une séance spéciale sur les enfants ukrainiens.

Plus précisément, l'an dernier, l'Assemblée a adopté la résolution 2529, qui condamne et déplore l'enlèvement illégal et le transfert forcé d'enfants ukrainiens par le gouvernement russe.

Pourriez-vous nous dire comment le reste de la communauté européenne a réagi à cette résolution et, de façon plus générale, aux mesures déplorablement prises par le gouvernement russe contre les enfants ukrainiens?

Andrii Plakhotniuk: Permettez-moi d'abord de préciser deux ou trois choses.

Selon nos estimations actuelles, environ 20 000 enfants ukrainiens ont été enlevés par les autorités russes. Ils se trouvent aujourd'hui sur le territoire de la Fédération de Russie. Le plus gros problème à cet égard est évidemment que les autorités russes essaient d'altérer l'information concernant ces enfants, leurs données personnelles — on change leur nom, etc. —, de sorte qu'il nous est impossible de savoir exactement où ils sont et d'exiger ensuite leur rapatriement en Ukraine et leur retour auprès de leurs parents ukrainiens.

C'est un enjeu très important pour l'Ukraine, et nous saisissons toutes les occasions qui se présentent, de concert avec nos partenaires. Le Canada joue un rôle très important et de premier plan dans ces efforts au sein de la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens. Nous sommes évidemment appuyés par des partenaires européens. Nous bénéficions également de bons services, et nous apprécions grandement la forte contribution d'autres États et d'autres partenaires de la communauté internationale — comme le Qatar, la Turquie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite — qui ont des voies de communication avec les autorités russes, pour ramener les enfants chez eux.

C'est vraiment très urgent. Ces enfants grandissent. Ils font l'objet d'une politique de lavage de cerveau, sont assujettis au programme scolaire des écoles russes, doivent suivre des camps d'entraînement militaire — tout cela pour transformer leur identité. Cet enjeu est très important, et nous avons vraiment besoin de mesures et d'efforts constants et énergiques pour obtenir des résultats tangibles.

• (1120)

Shelby Kramp-Neuman: C'est inquiétant et inacceptable à bien des égards.

La résolution parle également du Bélarus. Le Bélarus est-il forcé par Moscou ou est-il un partenaire consentant dans l'enlèvement d'enfants ukrainiens? Plus précisément encore, quelles mesures le Canada peut-il prendre? Comment pouvons-nous vous aider? Comment le gouvernement canadien peut-il intervenir? Devrait-il imposer des sanctions? Pouvons-nous aider au moyen d'échange de renseignements? Que pouvons-nous faire de notre côté?

Andrii Plakhotniuk: Au sujet du Bélarus, nous savons tous qu'il fait partie d'un... État commun avec la Russie. Durant les dernières années, nous avons découvert que nos enfants avaient été retrouvés dans ce qu'on appelle des camps, où ils ont été formés, éduqués, etc. Nous recueillons ces renseignements et nous les communiquons évidemment à nos partenaires.

Que peut-on faire? Ce travail comporte de nombreuses dimensions. Il y a d'abord, évidemment, les sanctions. Il faut aussi continuer de sensibiliser tous les partenaires et les États membres des Nations unies pour qu'ils réagissent collectivement aux violations des droits de la personne commises par la Russie. Nous devons

faire tout ce qui est possible et imaginable pour rapatrier nos enfants.

Au sujet du gouvernement du Canada, il y a cette initiative, la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens. Il y a eu une conférence très importante à Montréal. Nous essaierons d'en organiser une autre pour réunir le plus grand nombre possible de participants. C'est seulement en persistant dans nos efforts et en collaborant avec nos partenaires, en imposant des sanctions, en exerçant une pression collective sur les autorités russes que...

On se souviendra que la Cour pénale internationale a délivré des mandats concernant des fonctionnaires russes. Toutes les mesures possibles doivent être mises en œuvre.

Shelby Kramp-Neuman: Que sait-on de la vie des enfants enlevés?

Andrii Plakhotniuk: Nous n'avons vraiment pas beaucoup d'information.

Mais nous pouvons utiliser différentes ressources. L'une des ressources toujours utilisées est la technologie OSINT, le renseignement issu de sources ouvertes. Nous essayons aussi de créer des liens entre les membres de la famille, parce que les Ukrainiens ont de la parenté en Russie. Nous travaillons aussi à mobiliser l'église, les bénévoles, les anciens combattants — la société civile, autrement dit. Nous utilisons tous les moyens possibles d'atteindre...

C'est très difficile. C'est très difficile, parce qu'ils ont changé le nom, l'âge, le sexe, etc. de ces enfants — faisant passer une fille pour un garçon, etc.

Shelby Kramp-Neuman: Ma dernière question est la suivante: comment veiller à ce que les responsables russes ayant ordonné et facilité ces enlèvements et transferts forcés d'enfants ukrainiens soient tenus responsables quand le conflit prendra fin?

Andrii Plakhotniuk: Recueillir des preuves, les présenter au tribunal et traduire les auteurs en justice. La justice devrait prévaloir.

Le président: Merci beaucoup.

C'est au tour de la députée Vandenberg.

Vous avez six minutes, madame.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup de votre présence parmi nous.

Je tiens d'abord à dire que nous comprenons tous, au Comité et comme Canadiens, que l'Ukraine ne se bat pas seulement pour elle. Vous vous battez pour nous tous. Vous luttez pour la liberté et la démocratie à l'échelle mondiale. Nous vous en sommes infiniment reconnaissants.

À cet égard, nous savons que, en raison de votre expérience, il y a énormément d'innovation dans le secteur de la défense en Ukraine. Vos besoins ont beaucoup changé depuis le début, quand vous ne faisiez que réceptionner des matériaux durs. Vous êtes probablement maintenant en mesure de partager votre expertise et vos innovations concernant la guerre moderne. Cela se passe sur le terrain en Ukraine.

Pourriez-vous nous dire plus précisément en quoi les besoins de l'Ukraine et ses contributions potentielles dans le secteur de la défense ont changé au cours de la guerre?

Andrii Plakhotniuk: Dans cette guerre, il n'y a pas que la quantité de matériel qui compte. Il y a aussi la course technologique. Nous essayons évidemment d'être très efficaces et très rapides face aux conditions changeantes sur le champ de bataille. Vous avez parlé du secteur des TI et de celui des TI de la défense. Ces secteurs sont en croissance rapide, parce que c'est pour nous une question de survie. Concernant les TI de la défense, nous sommes prêts à partager nos connaissances et notre expertise avec les partenaires qui nous soutiennent au quotidien en attribuant des ressources financières, en créant des entreprises et en travaillant pour rendre l'Ukraine et d'autres pays plus résilients.

Nous avons conclu un certain nombre d'ententes avec des partenaires. Nous avons différentes initiatives. Nous avons des procédures accélérées pour les simples dons financiers à certains programmes, comme l'initiative danoise et d'autres, mais nous travaillons aussi à produire des drones et d'autres appareils dans des pays étrangers, où ils peuvent être produits plus rapidement. Cela profitera non seulement à l'Ukraine, mais aussi à nos partenaires étrangers. Nous avons ce genre d'ententes avec le gouvernement du Canada. Nous en avons signé au cours de la visite du premier ministre Carney le 24 août.

Nous y travaillons, mais cela demande beaucoup d'efforts et de temps.

• (1125)

Anita Vandenbeld: Cela étant, qu'est-ce qui a changé dans ce que vous cherchez à obtenir auprès de pays comme le Canada? Plutôt que de matériel, vous auriez plutôt besoin d'aide financière, maintenant, n'est-ce pas?

Andrii Plakhotniuk: Nous avons évidemment besoin d'aide financière. On ne parle pas seulement de soutien microfinancier pour le système financier et économique de l'Ukraine. On parle aussi d'accélérer et d'intensifier la production. Nous avons besoin de solutions rapides, et nous avons besoin de solutions efficaces immédiatement. La technologie des drones change radicalement en l'espace de quelques mois. Dans quelques mois, nous aurons besoin de drones différents sur le champ de bataille. Pour répondre à cette demande, nous devons intensifier la production.

Anita Vandenbeld: En même temps que vous combattez cette invasion illégale par la Russie de Poutine, on a parfois l'impression qu'il faudra attendre la fin de la guerre pour reconstruire, mais certains parlementaires ukrainiens et d'autres m'ont fait comprendre qu'on ne peut pas attendre. Il faut commencer à reconstruire dès maintenant, dans les régions où c'est possible, sur les plans du développement, de l'économie et de la fabrication. Ces choses doivent se faire en parallèle.

Pourriez-vous nous donner des précisions?

Andrii Plakhotniuk: Quand on parle de reconstruction, il faut comprendre deux ou trois choses. Premièrement, il est question de réparations urgentes — par exemple, les infrastructures énergétiques, les réseaux électriques, etc. La reconstruction d'après-guerre sera évidemment un projet énorme. Il y faudra une coordination et un soutien aussi solides que possible à l'échelle internationale. Il faudra prévoir la construction de nombreuses nouvelles entreprises en Ukraine. Ce travail devrait effectivement commencer tout de suite. Il ne faut pas attendre que la guerre se termine avec notre victoire commune pour commencer à planifier, etc.

En ce sens, quand on parle de ce mégaprojet, il faudrait envisager une excellente coordination internationale entre les partenaires

européens, canadiens, japonais et tous les autres. Il faut bâtir une nouvelle Ukraine. On n'a pas besoin de 24 ou 25 modèles différents pour l'administration des régions et le fonctionnement des entreprises. Il faut que tout soit bien coordonné.

Anita Vandenbeld: Vous avez parlé des infrastructures énergétiques. J'allais poser une question à ce sujet. Nous voilà en novembre, et il commence à faire froid. Quelles sont les préoccupations immédiates à l'approche de l'hiver?

Andrii Plakhotniuk: Dans l'immédiat, nous avons évidemment besoin d'acheter du gaz à l'étranger parce que, comme je l'ai dit, plus de 50 % des installations de production gazière ont été détruites. Nous y travaillons. Le président a récemment annoncé un accord avec la Grèce, qui nous aidera à recevoir ce gaz à partir de l'année prochaine.

Évidemment, même à Kiev, la capitale — mon père vit à Kiev —, il y a des pénuries d'électricité pendant des périodes de 12 heures. On a plusieurs heures d'électricité, puis plus rien pendant 7 à 12 heures.

C'est très urgent. Nous avons besoin de pièces de rechange. Nous avons besoin de livraisons de matériel. C'est ce qui nous préoccupe tous les jours.

Anita Vandenbeld: Merci.

Est-ce qu'il me reste du temps, monsieur le président?

Le président: Non, votre temps est écoulé.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui.

Vous nous avez demandé de renouveler la motion qui avait été déposée en 2023 par mon collègue Stéphane Bergeron, et nous l'avons bien noté. Nous allons vérifier si c'est possible auprès des autres partis.

Vous avez aussi parlé d'échanger de la technologie contre une plus grande capacité de production de drones. Si je ne m'abuse, vous avez déjà des ententes avec d'autres pays concernant une telle façon de procéder.

• (1130)

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Oui, nous avons des ententes avec d'autres pays, avec des partenaires européens, comme le Danemark et d'autres. Nous sommes en train d'élargir cette collaboration à d'autres partenaires.

Quand on parle des besoins les plus urgents pour que l'Ukraine puisse se battre et gagner cette guerre, on parle de chiffres énormes. Nous avons besoin de ressources et nous devons intensifier la production, comme je l'ai dit tout à l'heure.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Le Canada pourrait donc s'inspirer d'ententes qui existent déjà avec d'autres pays pour mettre en place une telle entente plus facilement.

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: On pourrait parler de coopération bilatérale ou trilatérale. Chaque fois que nous pourrions unir nos forces pour engager des pays tiers, ce sera formidable.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Que savez-vous ou que savent vos services du renseignement sur la présence de drones d'origine inconnue près de grands aéroports européens? Selon certains, il ne fait aucun doute qu'ils viennent de la Russie, mais avez-vous des preuves supplémentaires?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Depuis le début de l'invasion totale par la Russie, nous partageons systématiquement nos connaissances et nos données avec nos partenaires. Il y a donc échange quotidien de renseignements pour qu'ils soient prêts à toute situation nouvelle à laquelle ils pourraient faire face.

En l'occurrence, nous avons apporté notre soutien non seulement sous la forme d'échanges d'information, mais aussi avec les équipes techniques. Nous avons discuté des drones repérés dans l'espace aérien du Danemark. Le président a demandé aux forces armées d'envoyer du personnel et des spécialistes pour proposer un certain nombre de solutions en réponse à ce genre de situations.

C'est un travail qui se fait tous les jours, parce qu'on veut que nos partenaires soient prêts à faire face à n'importe quelle situation.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

On a parlé des enfants, et cela a touché beaucoup de gens ici. On pense qu'il s'agit carrément de crimes de guerre. N'y a-t-il pas une intensification de la stratégie malsaine des Russes qui consiste à enlever des enfants ukrainiens pour les russifier?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Les Russes essaient d'effacer l'identité de nos enfants. Ils essaient de détruire notre avenir.

Ces programmes et ces cursus scolaires sont un processus de russification, où tout ce qui relie ces jeunes à l'Ukraine est effacé de leurs souvenirs. C'est leur politique, et elle est délibérée. Ils vont évidemment continuer de le faire.

Tant que nos enfants seront gardés sur leur territoire, ils feront tout ce qui est possible et imaginable pour en faire des citoyens russes, avec une mentalité russe, un état d'esprit russe et une volonté claire de détruire tout ce qui les relie à l'Ukraine et qui la concerne.

Il faut rapatrier nos enfants: c'est vraiment important et urgent.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Dans votre allocution d'ouverture, vous avez remercié les autorités canadiennes d'avoir mis en place des sanctions contre certaines personnes en position d'autorité. Selon vous, ces sanctions fonctionnent-elles? De plus, comme vous avez parlé de sanctions supplémentaires, avez-vous des recommandations précises à faire au Comité sur les sanctions supplémentaires à mettre en place?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Dans votre première question, vous vouliez savoir si les sanctions ont un effet. Évidemment que non, mais on parle de perspectives à moyen et à long terme.

Le gouvernement du Canada a toujours joué un rôle de premier plan en matière de sanctions, parce qu'on parle d'un régime de sanctions autonome ou national. Environ 4 000 entités sont actuellement visées par des sanctions. La dernière et plus récente série était très importante, puisqu'elle visait des secteurs majeurs comme le secteur de la défense, la flotte fantôme, les capacités de production de drones et d'autres choses. C'est très important.

Nous savons évidemment que certains enjeux devraient être abordés de façon appropriée non seulement par le gouvernement canadien et le gouvernement ukrainien, mais aussi par tous les partenaires. L'un de ces enjeux est le contournement des sanctions. Les sanctions et la lutte contre leur contournement exigent un effort coordonné et une solide collaboration entre les partenaires. On parle de pays différents et de lois, de règlements et de traditions différents. Cela exige une bonne coordination. À cet égard, on constate des efforts manifestes parmi nos partenaires, en particulier de la part du gouvernement canadien, pour qu'aient lieu ces séries de consultations sur le moyen de rendre les sanctions plus efficaces, d'obtenir des résultats tangibles et plus rapides dans l'intérêt de l'Ukraine, et de nous rendre plus forts.

Au sujet des sanctions supplémentaires, si vous permettez, j'ai parlé de quelques secteurs dans mon exposé. L'un d'eux est évidemment l'énergie nucléaire, mais il y a aussi la production de défense, le secteur financier, le pétrole et les entreprises affiliées.

● (1135)

Le président: Merci beaucoup.

C'est au tour du député Ziad Aboultaif.

Vous avez cinq minutes, monsieur.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Excellence, bienvenue au Canada et félicitations. Soyez assuré que l'Ukraine continuera d'avoir notre appui et le soutien le plus vigoureux qui soit de tous les partis politiques au Canada. Il y a une belle communauté dans ma circonscription d'Edmonton Manning. Encore une fois, soyez le bienvenu.

Ce qu'on apprend de l'intérêt de la Russie pour les jeunes Ukrainiens n'est pas nouveau. Nous en avons eu connaissance tout de suite après le début de l'invasion. Cela nous inquiète tous, évidemment. La question est la suivante: d'après vous, les pressions internationales exercées sur la Russie seront-elles suffisantes pour obtenir au moins la libération de ces 20 000 enfants avant qu'il soit trop tard? On sait parfaitement que cette situation aura des effets nuisibles irréversibles sur la vie de ces enfants, de leurs parents et de leur entourage.

Cela nous inquiète beaucoup. J'aimerais vous entendre. Comment évaluez-vous les efforts déployés à l'échelle internationale pour ramener ces enfants chez eux?

Andrii Plakhotniuk: Je tiens d'abord à dire que nous sommes reconnaissants de tous les efforts déployés à l'échelle internationale par tous nos partenaires pour appuyer l'Ukraine, mais il est impossible de savoir si ces efforts sont suffisants, puisque nos enfants sont toujours en Russie. Nous pourrions le savoir seulement quand nous aurons exercé suffisamment de pressions, fourni assez d'aide et déployé assez d'efforts pour que Poutine mette fin à cette guerre, retire ses troupes et paye des réparations, et que tous ceux qui doivent rendre des comptes soient traduits en justice.

Les mesures déjà prises sont très importantes. Nous sommes sincèrement reconnaissants de l'aide et de la solidarité de nos partenaires, ainsi que de votre soutien, vous les responsables politiques de partout, aux familles ukrainiennes d'ici. C'est très important. Il s'agit de la vie des gens, mais il est évident que la Russie ne subit pas suffisamment de pressions.

Ziad Aboultaif: La question de l'effet des sanctions du Canada contre la Russie se pose également. Nous voulons croire qu'elles ont un effet, parce que nous voulons que nos efforts donnent des résultats. S'il y a des gens qui connaissent bien la Russie, ce sont les Ukrainiens. D'après vous, est-ce qu'on pourrait faire autre chose?

Qu'auriez-vous à suggérer aux représentants politiques canadiens? Qu'est-ce que le gouvernement canadien peut faire d'autre pour rendre nos pressions plus efficaces et obtenir de meilleurs résultats, afin que nous puissions trouver une façon de résoudre, sinon le tout du conflit et de la situation, du moins une partie?

Andrii Plakhotniuk: Pour l'Ukraine et pour moi-même comme représentant du gouvernement actuel, il faut d'abord et avant tout obtenir plus de soutien et de solidarité de la part des représentants politiques canadiens. En ce sens, il importe absolument, pour moi et pour nous, qu'il y ait unité parmi les différents partis politiques représentés ici au Parlement au sujet de la cause ukrainienne. L'unité est la priorité numéro un.

Deuxièmement, il faut parler haut et fort de l'Ukraine, faire de la sensibiliser et rédiger des résolutions dans le cadre de différentes tribunes internationales. Ensuite, il s'agit de les voter et de les mettre en œuvre.

On parle évidemment de sanctions, mais aussi de votre participation active aux campagnes de défense des prisonniers de guerre et des otages capturés.

On peut faire beaucoup de choses, et c'est précisément ce que vous faites. Nous en sommes vraiment reconnaissants, mais il faut continuer de le faire tous les jours pour exercer toujours plus de pressions sur la Russie.

• (1140)

Ziad Aboultaif: Vous avez parlé de 20 000 enfants.

Nous pensions, il y a quelques mois, qu'il y avait eu une entente sur les enfants. Environ 1 800 ont été rapatriés. N'est-ce pas?

Andrii Plakhotniuk: C'est selon le nombre de personnes... d'enfants qui sont revenus: 1 821 seulement.

Ziad Aboultaif: C'est moins de 10 % du total.

Que sait-on de la sécurité des enfants?

Andrii Plakhotniuk: Quand on parle de 20 000 enfants, c'est un chiffre approximatif, parce que nous n'avons pas accès aux territoires temporairement occupés. On ne peut pas vérifier si ce nombre est exact et définitif. C'est important de le rappeler.

Nous sommes plus qu'inquiets de la sécurité de nos enfants et des conditions dans lesquelles ils vivent. Ce qui est en jeu, ce sont leurs soins de santé et tout le reste.

Le président: Merci beaucoup.

C'est au tour du député Karim Bardeesy. Vous avez cinq minutes, monsieur.

Karim Bardeesy (Taiaiko'n—Parkdale—High Park, Lib.): Merci, Excellence. Merci de votre engagement résolu. Je vous remercie d'avoir rappelé à quel point il est important que tous les partis ici présents soient très unis dans leur soutien — je pense que cela vous est acquis — et à quel point il est important que cela se manifeste dans le cadre des tribunes internationales.

Dans votre exposé préliminaire, vous avez parlé de mesures de soutien supplémentaires — sous forme de ressources et de sanctions — que je veux appuyer et auxquelles je veux m'associer comme député d'une collectivité comptant une importante communauté ukrainienne et canadienne d'origine ukrainienne, avec des ressortissants qui vivent aujourd'hui dans notre secteur de Toronto en raison de la guerre et de l'occupation illégales.

Je tiens également à vous remercier de votre engagement auprès de la communauté ukrainienne lors du récent Congrès triennal des Canadiens d'origine ukrainienne.

Après ce préambule, je voudrais poser quelques questions qui ne sont pas directement liées à vos observations, mais qui sont importantes pour en savoir plus.

Premièrement, la réponse du Canada à l'invasion illégale de la Russie suppose également un soutien aux ressortissants ukrainiens ici au Canada, sous la forme d'un visa spécial et d'autres mesures. Pourriez-vous nous dire comment aider maintenant les ressortissants ukrainiens qui sont ici au Canada en raison de cette guerre illégale?

Andrii Plakhotniuk: Vous avez un certain nombre de questions. Je suis en train de prendre des notes.

Karim Bardeesy: Désolé, c'est la première. Qu'attendez-vous de nous pour aider les ressortissants ukrainiens actuellement au Canada en raison de la guerre?

Andrii Plakhotniuk: Nous sommes bien sûr profondément reconnaissants de toutes les mesures de soutien et d'aide et des programmes et initiatives mis en œuvre pour les ressortissants ukrainiens. On parle de 300 000 personnes. C'est un chiffre énorme.

Tout le monde a des soucis: comme subvenir aux besoins de sa famille et offrir à ses enfants la possibilité d'aller à l'école et de poursuivre des études. Tout ce qui a été fait était vraiment important. Nous en sommes reconnaissants.

Quant à l'aide dont ils ont besoin, ma mission comme ambassadeur de l'Ukraine au Canada consiste à travailler — et le gouvernement travaille également en Ukraine — pour créer des conditions pour l'avenir, de sorte que, quand la situation sera sécuritaire, avec tout ce qui se passe sur le terrain à cet égard, ils pourront revenir et participer au processus de reconstruction. Nous aurons besoin de chacun d'entre eux, de leurs nouvelles connaissances et de leur expertise pour participer à la reconstruction.

En attendant que cela arrive, nous aimerions vraiment que nos gens puissent continuer à étudier et à travailler, à occuper des emplois légaux et à tisser des liens, pour qu'ils puissent un jour rapporter ces connaissances en Ukraine.

Nous sommes très reconnaissants de ce qui a été fait.

Karim Bardeesy: Merci.

L'un des moyens par lesquels les Russes ont réussi à faire valoir leur cause a été leur énorme appareil de désinformation, qui, je le sais bien, ne vise pas seulement l'Amérique du Nord. Il vise évidemment de façon très précise l'Ukraine et l'Europe de l'Est. Que pouvez-vous nous dire des opérations russes de désinformation actuelles et des moyens par lesquels l'Ukraine s'efforce de les contrer?

• (1145)

Andrii Plakhotniuk: Premièrement, nous avons été systématiquement visés par des campagnes de désinformation et des cyberattaques bien avant le début de cette grande guerre. On ne parle pas de 2022, mais de 2014 et des années précédentes. Nous avons été une cible systématique de leurs campagnes.

Nous essayons évidemment de répondre à ces campagnes avec l'aide de partenaires — qui nous fournissent un soutien technique et financier. Actuellement, dans le budget de l'an prochain, les Russes ont augmenté les ressources financières consacrées à ces campagnes. Cela ne veut dire qu'une chose: ils continueront par tous les moyens de diffuser leur propagande et leur désinformation dans le but manifeste de créer le chaos, de diviser les pays, pour ensuite traiter avec chacun d'eux en utilisant des méthodes hybrides. C'est une situation très grave.

Karim Bardeesy: Je vais peut-être simplement vous permettre de faire inscrire cela au compte rendu. L'invasion et l'occupation de la Crimée ont eu lieu avant la dernière invasion illégale. Pourriez-vous simplement réitérer la position de votre gouvernement au sujet de l'occupation de la Crimée?

Andrii Plakhotniuk: Tout a commencé en 2014, avec l'occupation de la Crimée et l'occupation de certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, comment qualifieriez-vous l'effet sur le terrain de la participation de soldats étrangers à la guerre aux côtés des Russes?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Cela renvoie à un certain nombre d'enjeux. Premièrement, les Russes négocient avec des pays étrangers et utilisent différentes méthodes pour faire venir le plus de gens possible, parfois en disséminant des mensonges et en menant cette campagne de désinformation.

Les ressortissants étrangers qui se battent aux côtés de la Fédération de Russie viennent, comme on le sait, de plusieurs pays africains. D'autres viennent de Cuba, mais le plus important contingent vient de la Corée du Nord. La participation officielle de soldats nord-coréens à l'alliance militaire avec la Russie représente une situation très dangereuse. Ces gens acquièrent de nouvelles connaissances et une nouvelle compréhension de la guerre moderne et du fonctionnement des drones. Cela ne veut dire qu'une chose: ils rapporteront ces connaissances dans leur région, dans la péninsule coréenne. Et cela crée évidemment de nouveaux risques et soulève des enjeux énormes. Les gens sont entraînés, et ils reviennent en-

traînés, comme des mercenaires ou peu importe comment on les appelle.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Quand on parle de la Corée du Nord, on parle nécessairement de la Chine, n'est-ce pas?

[Traduction]

Andrii Plakhotniuk: Au sujet de la Chine, je voudrais souligner deux ou trois choses. Avant tout, nous avons besoin de la participation de tous les pays pour que la Russie mette fin à la guerre. Si on pouvait obtenir que le gouvernement chinois convainque les Russes de désoccuper notre centrale nucléaire de Zaporijjia, ce serait un bon signe. À d'autres égards, il est certain qu'ils collaborent très activement, parce que ce sont des partenaires stratégiques qui coopèrent sur les plans de la technologie, de la coopération économique régionale, de l'achat de ressources naturelles, etc.

Beaucoup de pays continuent d'appuyer la Russie en lui fournissant des devises étrangères par le biais du commerce, de l'investissement et de la participation, mais nous essayons de convaincre chaque pays qu'il doit réduire cette coopération et que c'est notre mission commune de mettre fin à la guerre.

Le président: Merci beaucoup.

C'est au tour de Mme Kronis. Vous avez cinq minutes, madame.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, Excellence. Merci de votre présence et de votre franchise.

À l'instar de mes collègues, je suis reconnaissante de la belle et profonde amitié qui lie nos deux pays. Je suis également reconnaissante aux Ukrainiens qui ont choisi le Canada, en particulier ma région, l'île de Vancouver, à Nanaimo et dans les environs.

Je sais que des membres de ma collectivité vont regarder ce genre de diffusion parce qu'ils sont très impatients d'avoir des nouvelles de chez eux, d'obtenir des mises à jour et de savoir ce qu'il se passe. Je tiens à vous remercier d'avoir rappelé le côté humain de ce conflit dans votre exposé. Je sais que les gens, ici, seront rassurés de savoir que le Canada et d'autres partenaires travaillent à obtenir le rapatriement des enfants ukrainiens et à faciliter la vie des gens chez eux autant que possible.

Puis-je vous demander de porter vos lunettes les plus optimistes pour un instant? Il est naturel que tout le monde veuille aussi savoir quand et comment tout cela pourrait se terminer et à quel moment la paix juste, globale et durable dont vous avez parlé dans votre exposé pourrait advenir. Pourriez-vous nous dire où en sont les pourparlers de paix et ce qui, d'après vous, permettrait le mieux de les faire avancer?

• (1150)

Andrii Plakhotniuk: Merci beaucoup de cette question.

Si vous me permettez, je vais me reporter au message que mon président a communiqué récemment. Il y a eu plusieurs occasions cette année d'entamer de véritables négociations. Nous nous souvenons de différentes initiatives, y compris des initiatives américaines, qui ont été entreprises il y a longtemps, mais il ne manque qu'une chose, c'est la volonté du côté russe de s'engager et d'entamer de véritables négociations. Cela n'est présent d'aucune façon. D'après ce que nous constatons sur le terrain, il a essayé de faire des avancées sur le champ de bataille et il continue de cibler des infrastructures essentielles et des zones résidentielles. Cela a pour effet que nous appuyons différentes initiatives internationales et que nous sommes prêts à discuter. Nous parlons du sommet des dirigeants, parce que nous comprenons qu'il n'y a qu'une seule personne en Russie qui prend les décisions, et c'est Poutine.

Nous sommes prêts à toute négociation, avec la participation, il va sans dire, de nos amis les plus fiables et les plus vrais. Nous travaillons en étroite collaboration avec les États-Unis, le Canada et nos partenaires européens, afin de trouver des débouchés dans le cadre de négociations, mais, franchement, je ne crois pas que la Russie souhaite entamer ces négociations dans l'immédiat. Elle pense avoir encore du temps et pouvoir utiliser ce temps pour se trouver dans une position plus forte lorsque les vraies négociations commenceront. Pour éviter que cela se produise, nous avons besoin d'une Ukraine forte, notamment sur les plans institutionnel, militaire et financier.

Tamara Kronis: Cela m'amène donc à parler de la situation qui prévaut en attendant que les négociations portent ses fruits. Je me demande si vous pourriez nous parler de l'état actuel de l'économie ukrainienne, de la façon dont les gens s'en sortent et dont ils arrivent à bâtir leur vie dans cette situation imparfaite qui prévaut malheureusement en temps de guerre. Si vous pouviez nous parler un peu de ce qui se passe, je vous en serais reconnaissante.

Andrii Plakhotniuk: En ce qui concerne la situation économique de l'Ukraine, nous sommes certainement reconnaissants pour tout le microfinancement que nous recevons. Il est essentiel que l'économie ukrainienne continue de bien fonctionner, mais en ce qui concerne l'expérience des gens, lorsque cette invasion à grande échelle a commencé, nos banques sont demeurées ouvertes et ont continué d'offrir des services, et nos citoyens ont continué d'être rémunérés. L'État et la population ont fait preuve d'une grande résilience. Le système a bien réagi, mais il est nécessaire et urgent pour nous de recevoir plus de microfinancement, afin de maintenir l'économie en mouvement. Les dépenses en matière de défense sont vraiment énormes, et tout tourne autour de cela maintenant.

Tamara Kronis: Il me reste du temps pour une dernière question. Le sort des enfants ukrainiens préoccupe beaucoup la diaspora ukrainienne et les Canadiens. Je suis certaine que c'est l'une des questions que je me poserais si j'avais des liens là-bas: y a-t-il des façons pour les gens de signaler la disparition d'une personne? Y a-t-il des façons pour les gens, ici, qui pourraient obtenir de l'information de communiquer cette information? Y a-t-il un registre quelconque auquel les gens peuvent contribuer?

Andrii Plakhotniuk: Nous menons notre enquête nationale. Nous avons des partenaires internationaux et des gouvernements nationaux qui mènent également des enquêtes nationales, appuyant ainsi nos équipes d'enquête en Ukraine en recueillant des preuves. Ils parlent à des gens qui séjournent temporairement au Canada et dans d'autres pays, contribuant ainsi à la collecte de preuves, qui sont traitées par la suite.

Nous avons ce partenariat, et tous nos organismes compétents collaborent avec les organismes d'application de la loi. Comme toujours, nous sommes reconnaissants pour tout ce qui se fait.

• (1155)

Le président: Merci beaucoup.

La parole va maintenant à M. Bill Blair.

Vous avez cinq minutes. Je vous en prie.

L'hon. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Merci beaucoup.

Votre Excellence, bienvenue. Nous vous sommes très reconnaissants d'être venu et nous vous félicitons de votre nomination. Nous sommes très heureux de vous accueillir ici.

Tout au long de cette discussion, je pense qu'on a beaucoup mis l'accent, à juste titre, sur la situation militaire en Ukraine. Nous surveillons, avec une certaine inquiétude, les activités actuelles de la Russie dans la région de Pokrovsk. Nous nous préoccupons aussi des enfants disparus, ce qui est important et nécessaire.

Si vous me le permettez, j'aimerais revenir sur les commentaires de Mme Kronis au sujet des prochaines étapes pour l'Ukraine. Nous surveillons les efforts déployés par les Américains dans le cadre d'une certaine intervention diplomatique. Il arrive que nous soyons optimistes, et je crois que nous éprouvons tous un peu de frustration face au rythme des négociations et à l'incapacité ou à la réticence de M. Poutine à y participer.

Je pense cependant à d'autres façons dont le Canada pourrait contribuer au soutien de l'Ukraine. Il est question de soutien militaire, et je suis d'accord avec cela. Il est question de certaines mesures de soutien au chapitre des liquidités et de soutien économique venant du Canada. Nous pensons qu'ils sont importants.

En passant, permettez-moi de profiter de l'occasion pour vous assurer que l'appui à l'Ukraine n'est pas une question partisane au pays. Je crois fermement que tous les partis appuient la vaillante lutte de l'Ukraine contre l'agression russe, et nous voulons ce qu'il y a de mieux pour le peuple ukrainien.

C'est là où je veux en venir. Comment pouvons-nous continuer d'appuyer l'Ukraine? Je sais qu'une demande d'adhésion à l'Union européenne a été déposée en 2022. Il y a beaucoup de travail à faire à ce chapitre, notamment un certain nombre de réformes économiques et civiles en Ukraine.

Il y a également eu des discussions — qui sont un peu en veilleuse à l'heure actuelle — au sujet de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, et je pense que le Canada peut jouer un rôle à ce chapitre et aider l'Ukraine. Que pouvons-nous faire de plus pour soutenir l'Ukraine?

J'aimerais revenir sur les possibilités économiques qui existent d'accroître la collaboration en matière de commerce, ainsi que dans le cadre de notre travail avec nos industries militaires en particulier, où beaucoup d'argent est sur le point d'être investi. L'excellence et l'expertise de l'Ukraine dans ce domaine nous offrent également d'excellentes occasions de renforcer nos relations.

Cela nous ramène à la question de la suite des choses, et j'aimerais connaître votre point de vue sur ce que le Canada peut faire pour aider l'Ukraine.

Andrii Plakhotniuk: Merci beaucoup de vos bons mots.

Il y a un domaine en particulier que j'aimerais mentionner, et c'est celui des réformes. C'est un domaine où nous avons désespérément besoin de soutien international en matière de renforcement des capacités et en ce qui concerne votre expertise et vos connaissances dans différentes sphères. Nous en avons vraiment besoin parce que, lorsqu'il est question d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN, c'est la voie stratégique qui a été déterminée, non seulement par les dirigeants du pays, mais aussi par la volonté exprimée par la population. C'est une question de valeurs que nous partageons avec nos partenaires européens et internationaux.

Pour ce qui est de nos réformes, nous aurons besoin d'un soutien supplémentaire et d'une nouvelle vision stratégique sur la façon de procéder.

Pour ce qui est de ce que le Canada peut faire pour appuyer l'Ukraine, j'ai mentionné dans mes observations que le Canada a toujours joué un rôle de premier plan dans de nombreux dossiers concernant notre pays. Il est certain que vous avez été le premier pays à reconnaître notre indépendance et à nous fournir de l'aide, après le début de l'invasion à grande échelle que nous avons subie et qui a été à la source de tant de problèmes, et vous avez joué un rôle de chef de file, ce que vous continuez de faire. Nous comptons vraiment sur ce leadership fort et sur la poursuite de cette vision stratégique, et nous attendons de vous que vous proposiez différentes façons de faire dans des domaines particuliers.

Vous êtes très actifs en ce qui concerne les avoirs étrangers russes, comme l'a démontré ce qui s'est produit avec l'avion russe. Dans bien des cas, vous avez fait preuve d'un leadership fort, et nous espérons que vous continuerez de le faire. N'arrêtez pas d'appuyer l'Ukraine.

Lorsqu'il est question, par exemple, de la Coalition des volontaires, vous y participez activement et vous l'appuyez de diverses façons. Il y a aussi l'initiative PURL. Il existe un certain nombre de mesures, dont la politique de sanctions. Il y a beaucoup d'autres choses dont on peut discuter, et qui pourraient survenir à l'avenir, lorsque nous saurons comment la situation évolue, dans un mois ou deux, par exemple.

Il ne faut cependant pas oublier le leadership, ces liens d'amitié et de coopération solides qui sont profondément enracinés entre le Canada et l'Ukraine.

● (1200)

L'hon. Bill Blair: Merci, monsieur l'ambassadeur.

Le président: Merci beaucoup, monsieur l'ambassadeur, de vos observations et de votre comparution devant le Comité aujourd'hui.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance pour accueillir notre prochain groupe de témoins.

● (1200)

(Pause)

● (1200)

Le président: La séance est ouverte.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins pour la deuxième heure de cette réunion. Nous accueillons Jocelyn Kinnear, directrice générale, Équipe spéciale sur l'Ukraine, et Éric Laporte, directeur général par intérim, Direction générale de la politique de sécurité internationale et des affaires stratégiques, au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Vous dispo-

serez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions.

J'invite maintenant Mme Kinnear à faire une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes. Je vous en prie.

● (1205)

[Français]

S.E. Jocelyn Kinnear (directrice générale, Équipe spéciale sur l'Ukraine, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci, monsieur le président.

Je remercie les membres du Comité de m'avoir invitée à prendre la parole cet après-midi. Cette discussion arrive à un moment opportun. Cet après-midi, à 13 heures, les parlementaires commémoreront l'Holodomor, le génocide des Ukrainiens en URSS.

Aujourd'hui, plus de 90 ans plus tard, les Ukrainiens sont à nouveau menacés. Les frappes aériennes contre des cibles civiles se sont intensifiées, laissant des millions d'Ukrainiens confrontés à des pannes d'électricité à l'approche de l'hiver. Sur le terrain, les forces russes progressent lentement, mais sûrement. Malgré l'acceptation par l'Ukraine d'un cessez-le-feu inconditionnel, la Russie poursuit ses exigences maximalistes. Les Ukrainiens persistent à repousser les forces russes et à prendre soin de leurs communautés.

Le Canada soutient l'Ukraine depuis le début de cette guerre brutale, défendant son intégrité territoriale, sa souveraineté et sa sécurité. Ce soutien est essentiel pour préserver un ordre international fondé sur des règles et empêcher que la force dicte les frontières. C'est pourquoi, depuis 2022, le Canada s'est engagé à verser près de 22 milliards de dollars en aide multiforme à l'Ukraine, répondant à ses besoins immédiats et à ses priorités à long terme. Nous travaillons avec l'ensemble du gouvernement canadien pour déployer nos meilleurs outils là où ils sont les plus nécessaires.

[Traduction]

À quoi cela ressemble-t-il en pratique?

Pour répondre aux besoins humanitaires urgents, le Canada a affecté plus de 396 millions de dollars à des services qui visent à répondre aux situations d'urgence et qui sauvent des vies, ainsi qu'à la protection et au soutien des populations déplacées.

Pour appuyer les priorités de l'Ukraine en matière de rétablissement et de reconstruction, le Canada s'est engagé à verser plus de 700 millions de dollars, y compris en aide au développement.

Les fonds canadiens appuient l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine, des réformes de la gouvernance nécessaires pour l'adhésion à l'Union européenne et des services essentiels pour les civils, y compris la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits.

Afin de répondre aux besoins urgents de l'Ukraine au chapitre de la balance des paiements et d'appuyer sa stabilité macroéconomique, le Canada s'est engagé à verser 12,3 milliards de dollars en aide financière, principalement sous forme de prêts.

Pour répondre aux besoins militaires de l'Ukraine dans l'immédiat et pour appuyer la sécurité à long terme, le Canada s'est engagé à verser 6,5 milliards de dollars en aide militaire et à consacrer près de 230 millions de dollars à des programmes pour la paix et la sécurité. Le financement de ce type de programme renforce la résilience et les capacités du secteur de la sécurité en Ukraine, dans des domaines comme la protection civile, le déminage à but humanitaire et la cybersécurité.

Au-delà du financement, le Canada facilite les échanges commerciaux et la coopération technique avec l'Ukraine, adopte des sanctions pour tenir la Russie et ses facilitateurs responsables et accroître la pression économique sur ce pays, et utilise la diplomatie bilatérale et multilatérale pour coordonner son soutien à l'Ukraine et augmenter la pression sur la Russie. Le Canada tire notamment parti de sa présidence du G7 cette année pour parvenir à toutes ces fins et participe activement, comme il en a été question lors de la session précédente, à la Coalition des volontaires et au Conseil OTAN-Ukraine.

J'aimerais vous donner un exemple de la façon dont le Canada et l'Ukraine travaillent main dans la main — ce qui a été soulevé lors d'un certain nombre d'interventions au cours de la session précédente —, en ce qui concerne les enfants ukrainiens et la façon dont nous cernons les besoins urgents et mobilisons les outils dont nous disposons.

Depuis 2014, la Russie a retiré des milliers d'enfants ukrainiens de leurs foyers, les transférant ou les déportant illégalement, pour qu'ils se retrouvent dans des familles ou des établissements russes, où ils sont soumis à une rééducation. Le rapatriement de ces enfants demeure complexe et comporte des obstacles juridiques, politiques et logistiques.

En reconnaissance de la nécessité d'un soutien et d'une coordination à l'échelle internationale, le Canada et l'Ukraine ont lancé, en février 2024, la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens. Cette coalition compte maintenant 44 membres. En septembre, le premier ministre Carney et le président Zelensky ont coprésidé une réunion de la coalition en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Sur le terrain, en Ukraine, l'aide internationale du Canada servira également à appuyer ces objectifs. Nous finançons le renseignement de source ouverte axé sur l'intelligence artificielle pour repérer et identifier les victimes, ainsi que pour appuyer la réinsertion et la réadaptation des enfants qui reviennent au pays.

• (1210)

[Français]

Ce travail, comme tout notre soutien à l'Ukraine, est un impératif moral pour soutenir un partenaire en crise. Cependant, il faut souligner que notre soutien à l'Ukraine vise aussi à défendre un ordre mondial fondé sur la paix, la prospérité et la coopération internationale.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup de ces observations.

Nous allons passer aux questions des députés, en commençant par M. Aboultaif.

Vous avez six minutes. Je vous en prie.

Ziad Aboultaif: Votre Excellence et monsieur Laporte, je vous souhaite la bienvenue au Comité.

Vous avez discuté avec nos partenaires, nos alliés, de ce que nous pouvons faire d'autre pour exercer une certaine pression sur la Russie et accroître cette pression. Les sanctions contre le régime russe sont l'une des mesures que nous avons prises au Canada.

Selon votre propre évaluation, quelle a été l'efficacité de ces mesures, de ces sanctions? Y a-t-il quelque chose que vous avez appris de nos partenaires dans le monde et que nous pourrions utiliser au Canada pour nous assurer d'être plus efficaces dans le contexte de l'agression russe contre l'Ukraine?

Jocelyn Kinnear: Comme cela a été mentionné également au cours des séances précédentes, je crois, c'est l'un des domaines les plus importants où nous pouvons essayer d'exercer les pressions nécessaires pour amener la Russie à la table de négociation.

Comme l'ambassadeur Plakhotniuk et moi-même vous l'avons dit, l'Ukraine a accepté un cessez-le-feu inconditionnel. La Russie continue d'exercer des pressions concernant ses exigences maximalistes. Il est important de continuer de faire pression pour que la Russie revienne à la table. Ce n'est pas un travail facile, et la situation ne peut pas être réglée d'un coup de baguette magique.

Je dirais que cela demeure une priorité absolue pour le Canada. Certes, au cours de notre présidence du G7 cette année, nous avons fait beaucoup pour accroître la coordination entre les partenaires en ce qui concerne les sanctions.

Les sanctions sont délicates. Elles n'ont pas causé l'effondrement complet de l'économie russe — soyons honnêtes à ce sujet —, mais elles ont exercé des pressions importantes. On observe une inflation croissante en Russie — des niveaux d'inflation énormes. La Russie a dû puiser de façon appréciable dans son fonds souverain, qui était très important au début de la guerre. Elle a été forcée de se dissocier des économies occidentales. Elle est maintenant beaucoup plus limitée quant aux endroits où elle peut obtenir à la fois des revenus et des pièces, etc., pour financer et poursuivre sa guerre contre l'Ukraine. Nous devons continuer d'intensifier notre action à cet égard.

Il est évident que lorsque des sanctions sont mises en place, la première chose qui se produit, c'est que la Russie essaie de trouver des moyens de les contourner et de les éviter. Le processus consiste donc aussi à constamment peaufiner et renforcer les sanctions, avec nos partenaires, pour qu'elles fonctionnent.

Je dirais que l'un des éléments clés concerne le plafond qui a été mis en place pour le prix du pétrole, que nous avons récemment abaissé ensemble dans le cadre du G7 cet été. Bien sûr, la Russie travaille très fort pour essayer de trouver d'autres façons de vendre son pétrole et son gaz, qui sont une énorme source de revenus pour elle, en contournant ces sanctions.

Par ailleurs, le Canada a créé cette année, par l'entremise du G7, un Groupe de travail sur les flottes fantômes pour trouver des façons de collaborer avec ses partenaires, afin de dresser une liste de certains navires. Le Canada en a maintenant inscrit plus de 400, afin que ces derniers soient confrontés à des défis de plus en plus importants...

• (1215)

Ziad Aboultaif: L'Ukraine a accepté un cessez-le-feu inconditionnel avec la Russie, afin de mettre fin à la guerre et peut-être d'entamer des négociations sur les nombreux détails qui doivent être réglés dans ce conflit.

Je ne vous demande pas de lire dans une boule de cristal, mais si vous pouviez nous éclairer un peu plus, ce serait bien pour notre étude. Je veux savoir ce qui fait que la Russie, outre la personnalité de Poutine et ses agissements... Qu'est-ce qui fait que Poutine a changé d'idée, essentiellement à la dernière minute? Il faut qu'il y ait une entente. Lorsque l'Ukraine a accepté le cessez-le-feu sans condition... Je veux dire, que faut-il faire d'autre pour démontrer la bonne volonté qui existe quant à ce cessez-le-feu?

Qu'est-ce qui a amené la Russie à changer d'idée, à ne pas vraiment être à l'écoute de ces efforts ou à y réagir?

Jocelyn Kinnear: Je ne peux certainement pas prétendre pouvoir entrer dans la tête de Vladimir Poutine, et je ne le souhaite pas non plus, mais je dirais que le travail que le Canada et ses partenaires aux vues similaires doivent continuer à faire consiste à maintenir cette pression économique. Il faudrait également maintenir les mesures de reddition de comptes, examiner les différentes mesures internationales qui pourraient être mises en place pour traduire Poutine en justice et engager la diplomatie avec des partenaires dont la Russie est de plus en plus dépendante.

Il faut continuer d'avoir ces conversations et de souligner à tous les partenaires et à tous les autres pays qu'il s'agit d'une guerre atroce et scandaleuse, d'une violation de la Charte des Nations unies et du droit international, et que cela ne peut pas être toléré.

Nous devons avoir ces conversations avec nos partenaires aux vues similaires et aussi avec d'autres pays — des partenaires non traditionnels —, pour nous assurer de travailler en ce sens.

Ziad Aboultaif: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

La parole va maintenant à M. Bill Blair.

Vous avez six minutes. Je vous en prie.

L'hon. Bill Blair: Merci beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue, votre Excellence.

Monsieur Laporte, je suis heureux de vous revoir.

Madame Kinnear, selon votre expérience au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en tant qu'ambassadrice auprès de cette organisation, vous avez dirigé, au nom du Canada, des approches multilatérales en matière de sécurité et des sanctions, ainsi que plusieurs mesures importantes. Nous voyons souvent nos relations avec l'Ukraine comme bilatérales, mais je pense que le rôle du Canada pour ce qui est de faciliter cette approche multilatérale et de réunir d'autres pays aux vues similaires est également très important.

Je vous demanderais de nous parler un peu de votre expérience au sein de l'OSCE et de certaines des choses qui se sont produites récemment à la 80^e Assemblée générale des Nations unies, où le premier ministre a joué un rôle de chef de file dans la question du rapatriement des enfants et d'autres mesures qui ont été prises sur l'état du soutien multilatéral à l'Ukraine, avec le président Zelensky.

Jocelyn Kinnear: J'ai été ambassadrice auprès de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de 2020 à 2024. À mon arrivée, des élections venaient de se dérouler en Biélorussie, et il y avait des manifestations massives dans la rue. Il y a eu des affrontements majeurs entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan peu après. Je pensais que la situation ne pouvait pas empirer davantage, mais j'avais tort. Ces quatre années ont été très intenses.

Il m'est apparu clairement dès le début que, parmi toutes ces différentes crises qui se déroulaient, le partenariat du Canada avec l'Ukraine était toujours à l'avant-plan de ce que nous faisons. Nous avons assumé ce rôle de partenaire de confiance pour l'Ukraine. De plus, le Canada dispose d'un pouvoir rassembleur très fort, et nous avons utilisé ce pouvoir.

Nous nous sommes certainement servis de cela à l'OSCE. Je ne m'attendais pas à en parler autant aujourd'hui, mais il est certain que le Canada faisait partie d'un groupe de base qui a eu recours au mécanisme de Moscou, qui a commandé un rapport au début de 2023 sur la déportation des enfants ukrainiens, de même que des rapports en 2022 sur les violations des droits de la personne commises par les Russes au cours de leur invasion, ainsi que sur le traitement des détenus civils. Le Canada s'est engagé et a vraiment joué un rôle de premier plan dans cet aspect humain de la guerre en Ukraine — le rapatriement des prisonniers de guerre, ainsi que des civils et des enfants détenus. Cela a culminé en octobre dernier, lorsque 73 pays, si je ne m'abuse, et organisations sont venus à Montréal et ont signé en grand nombre ce qu'on appelle maintenant l'Engagement de Montréal, qui est l'engagement d'une communauté mondiale de pays et d'organisations à garder ces questions à l'avant-plan. Comme vous l'avez mentionné, à l'ONU, nous parrainons conjointement avec l'Ukraine une résolution à l'Assemblée générale, qui fait actuellement l'objet de consultations avec d'autres partenaires, et nous nous attendons à ce qu'elle soit déposée au cours des prochaines semaines.

Je répète que le Canada a un pouvoir rassembleur fort et la capacité d'écouter les autres pays et de collaborer avec eux, afin que nous puissions obtenir le plus vaste appui possible pour l'Ukraine.

● (1220)

L'hon. Bill Blair: Merci beaucoup.

En fait, selon moi, votre expérience à l'OSCE, dans un environnement très multilatéral, éclaire et avantage considérablement le Canada dans ce rôle rassembleur que nous sommes capables de jouer. Il me semble, en tant qu'observateur, que cette capacité multilatérale de répondre adéquatement aux besoins de l'Ukraine est constamment remise en question. Nous avons l'habitude de considérer cette relation comme étant bipolaire, mais elle devient multipolaire, comme en font foi les coalitions de volontaires, les différentes discussions et les différents partenaires. Je pense que le rôle du Canada à cet égard est important, et votre expérience dans ce milieu est très utile.

Monsieur Laporte, le Canada participe depuis 2014 à l'Opération Unifier, que nous menons non seulement individuellement, mais en collaboration avec l'Opération Interflex au Royaume-Uni, notamment. On a beaucoup parlé de la possibilité de déplacer une partie des activités d'Unifier vers l'Ukraine ou dans les environs. Je sais que notre ministre de la Défense a laissé entendre que c'est une question qui est à l'étude. Je me demande si vous pourriez faire le point sur la direction que cela pourrait prendre, selon vous.

Eric Laporte (directeur général par intérim, Direction générale de la politique de sécurité internationale et des affaires stratégiques, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Certainement. Comme le député l'a souligné, le Canada est très engagé dans la formation des forces ukrainiennes. Depuis 2014, plus de 47 000 membres des forces armées ukrainiennes ont reçu une formation portant sur toutes sortes de capacités. Nous avons modifié notre formation. Elle a d'abord été fournie à l'intérieur du pays. Lorsque l'invasion s'est produite, nous sommes partis, et la formation se fait à plusieurs endroits en Europe.

Les discussions de la Coalition des volontaires et du premier ministre ont clairement montré que le Canada serait disposé à envisager des options évolutives, y compris peut-être l'envoi de troupes sur le terrain, au besoin. Tout cela fait partie des discussions en cours au sujet de l'Opération Unifier et de la façon de la faire progresser. Il y a certainement des discussions qui se déroulent sur la façon de continuer à offrir la meilleure formation possible à l'Ukraine, en collaboration avec nos alliés et partenaires.

Le président: Merci beaucoup.

La parole va maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez six minutes. Je vous en prie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Madame Kinnear, merci beaucoup d'être ici avec nous aujourd'hui. Nous profitons de votre expertise, comme l'a si bien dit M. Blair.

Tantôt, M. l'ambassadeur nous a parlé de sanctions supplémentaires que l'Ukraine souhaiterait voir mises en place par des pays amis, dont le Canada. On a parlé des secteurs énergétiques, comme celui du pétrole et du gaz, entre autres. On a aussi parlé de sanctions visant des entités étrangères qui sont en train d'aider la Russie dans ce conflit illégal.

Le gouvernement prévoit-il imposer de nouvelles sanctions visant ces secteurs et ces entités?

Jocelyn Kinnear: Je vous remercie de cette question.

[Traduction]

Je vais répondre en anglais, parce que ce sera un peu plus clair.

Je peux vous dire avec certitude que nous concentrons nos sanctions, exactement comme l'a dit l'ambassadeur tout à l'heure, sur l'érosion et la dégradation des capacités russes ou des revenus russes, par exemple. L'accent est beaucoup mis sur l'énergie. Les plus récentes sanctions annoncées le 12 novembre visent particulièrement l'énergie, les entreprises de gaz naturel liquéfié et les sources de revenus.

On s'est également attaqué aux secteurs financiers, de sorte que l'accent a été mis sur les banques et la cryptomonnaie.

Enfin, en ce qui concerne les capacités militaires de la Russie, on a ajouté des entités précises liées à la fabrication de drones et aux acteurs cybernétiques.

• (1225)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: On paraît toujours gêné ces temps-ci quand on parle de la Chine. Cependant, force est d'admettre que

tous les observateurs neutres internationaux vous diront qu'elle joue un grand rôle là-dedans, ne serait-ce que pour approvisionner la Russie en ressources naturelles ou pour faciliter le dialogue, entre autres, avec la Corée du Nord, qui envoie des soldats.

Quelle est la position du gouvernement en ce qui a trait au rôle que joue la Chine dans ce conflit?

Eric Laporte: C'est une très bonne question, en effet.

On sait que la Chine, dans ce conflit, se considère comme un acteur neutre qui cherche à être constructif. Par contre, comme cela a été soulevé par d'autres personnes, on sait que la Chine offre un soutien économique à la Russie et des composants qui peuvent être utilisés à des fins militaires. De plus, elle soulève souvent des points russes dans les forums internationaux ou multilatéraux.

De notre côté, pour ce qui est de la position du Canada, effectivement, nous cherchons à soulever ces éléments assez souvent auprès des autorités chinoises pour simplement leur demander d'utiliser leur influence pour arriver à une solution de paix. Nous portons également à leur attention le fait que les actions de la Russie en Ukraine vont à l'encontre de la Global Security Initiative, que la Chine a proposée en 2022 et qu'elle cherche à mettre en oeuvre de façon multilatérale. Cette initiative renfermant des principes assez importants, dont l'intégrité territoriale ou encore la souveraineté des États, nous soulignons ces contradictions dans la position chinoise.

Alexis Brunelle-Duceppe: Notre travail consiste aussi parfois à poser des questions délicates pour que nos analystes puissent nous aider à avoir un portrait global de la situation.

Vous avez certainement entendu parler dernièrement du scandale concernant les proches du président Zelensky. Il faut le nommer, puisque c'est arrivé. À quel point ce scandale nuira-t-il à la crédibilité de l'Ukraine et à ses relations avec les autres pays, dont le Canada? J'aimerais avoir l'opinion du ministère là-dessus.

Jocelyn Kinnear: Je vous remercie de cette question très importante.

[Traduction]

À cet égard, j'ai trouvé que la réponse de l'ambassadeur de l'Ukraine à la dernière question qui lui a été posée était très intéressante, surtout en ce qui concerne le rôle important que le Canada peut jouer dans la gouvernance démocratique et son renforcement en Ukraine, rôle qu'il a effectivement joué. Nous entretenons depuis très longtemps, à savoir depuis 1991, une relation bilatérale axée sur le développement. Cela n'a probablement pas commencé dans les trois premières semaines qui ont suivi notre reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine, mais plutôt depuis les années 1990, vraiment. La gouvernance a toujours fait partie de cela. Nous suivons la situation de très près. Je ne peux évidemment pas me prononcer sur des points précis, mais c'est une question importante.

Il importe que les deux organismes de lutte contre la corruption demeurent indépendants. Ce sera un test important pour le gouvernement ukrainien, afin de voir comment ces organisations et agences peuvent fonctionner de façon indépendante. À l'heure actuelle, nous voyons les bons signaux de la part du gouvernement ukrainien, à savoir qu'il prend des mesures pour régler ce problème rapidement. Une enquête est envisagée. Nous nous attendons à ce qu'elle soit menée de façon indépendante et qu'elle débouche sur des conclusions claires et des mesures correctives, le cas échéant. Comme je l'ai dit, je ne peux pas parler des allégations ou de ce cas précis, mais nous considérons certainement qu'il s'agit d'une priorité absolue.

Le Canada voit l'Ukraine comme devant faire partie à l'avenir de la famille euro-atlantique et comme renforçant sa primauté du droit et sa gouvernance. Il sera essentiel pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE d'avoir un État de droit et une gouvernance robustes de type européen, qui respectent les normes de l'UE. Il sera essentiel de débloquent les investissements après la guerre. Ce sont les messages que nous partageons avec les Ukrainiens qui, je crois, trouvent un écho chez eux et qu'ils comprennent. C'est pourquoi il faut s'attaquer très sérieusement à ce genre de choses.

• (1230)

Le président: Merci beaucoup.

La parole va maintenant à M. Holman. Vous avez cinq minutes. Je vous en prie.

Kurt Holman (London—Fanshawe, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie, Votre Excellence et monsieur Laporte, de participer à la séance du Comité.

Je représente la circonscription de London, en Ontario, qui compte une importante population ukrainienne dont de nombreux membres s'y sont récemment établis à cause du conflit russo-ukrainien. À ce titre, je suis très préoccupé par le déplacement illégal et le transfert forcé d'enfants ukrainiens vers la Russie.

Nous savons que 20 000 enfants ukrainiens ont été envoyés illégalement ou de force dans des territoires occupés par la Russie. Plus tôt, l'ambassadeur d'Ukraine a dit que seulement environ 1 800 personnes avaient réussi à rentrer chez elles jusqu'à maintenant.

Que peuvent faire de plus le Canada et ses partenaires, de façon concrète et urgente, pour retrouver ces enfants, établir leur identité et les rendre en toute sécurité à leurs familles et à leurs collectivités?

Jocelyn Kinneer: Comme je l'ai dit tout à l'heure, il s'agit d'un des principaux dossiers auxquels le gouvernement du Canada s'est intéressé avec l'Ukraine.

Permettez-moi de revenir un peu en arrière. Dans le contexte d'il y a environ deux ans, le président Zelensky a élaboré un plan de paix en 10 points dans lequel le gouvernement ukrainien définissait 10 domaines différents où des progrès s'imposent si nous voulons parvenir à une paix juste et durable. Bien entendu, le Canada appuie sans réserve les efforts de l'Ukraine à ce sujet.

Le plan portait notamment sur la reddition de comptes et les répercussions environnementales de l'invasion. Le quatrième point concernait la dimension humaine, c'est-à-dire le retour des prisonniers de guerre ukrainiens, des civils détenus et des enfants. Le

Canada, de concert avec la Norvège, a assumé la coprésidence du groupe chargé de la question.

À peu près au même moment, le Canada et l'Ukraine ont également lancé ensemble la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens. À l'Assemblée générale des Nations unies, j'ai parlé un peu de la conférence de Montréal, évidemment, au cours d'une semaine de rencontres de haut niveau. J'ai également dit que le premier ministre Carney et le président Zelensky en avaient été les hôtes. Le Canada a joué un rôle de premier plan pour mobiliser l'attention internationale sur ce problème.

Une chose que le Canada ne peut faire... Je ne devrais pas me prononcer, car la décision ne m'appartient pas, mais le Canada n'est pas particulièrement bien placé pour avoir des entretiens avec la Russie ou l'inciter à rendre les enfants. Ce que nous faisons, c'est utiliser notre rôle de rassembleur pour réunir différents pays préoccupés par cette question et désireux d'y travailler de différentes façons.

À l'intérieur de ce groupe, les divers pays utilisent leurs atouts propres. Je ne veux pas multiplier les métaphores, mais cela fait penser à la section des cordes dans un orchestre. Beaucoup de pays différents apportent des forces différentes. Certains sont voisins de l'Ukraine et peuvent faciliter les retours, puisqu'ils sont à proximité. Certains sont mieux placés que d'autres pour avoir des entretiens avec la Russie et exercer sur elle une persuasion morale, et cela a permis d'obtenir de nombreux retours.

Il s'agit au fond de réunir tous ces acteurs pour faire des choses que le Canada ne peut accomplir seul et faire avancer le dossier. Je suis d'accord avec vous; ce sont 1 800 vies importantes qui ont été changées en mieux, mais il reste encore beaucoup à faire.

• (1235)

Kurt Holman: J'ai une autre question.

Des enfants ukrainiens sont illégalement envoyés en Russie et y sont transférés de force, et bon nombre d'entre eux subissent une rééducation et sont pressés de renoncer à leur langue et à leur identité. Lorsque ces enfants sont enfin ramenés chez eux, de quel soutien psychologique, éducatif et culturel ont-ils besoin pour se libérer de l'endoctrinement et retrouver leur identité ukrainienne?

Jocelyn Kinneer: Voilà une question sur laquelle nous insistons beaucoup.

Je suis notamment responsable de notre programme bilatéral de développement avec l'Ukraine. Il permet de faire bien des choses. Comme je l'ai déjà dit, nous avons un certain nombre de programmes visant à renforcer la gouvernance, la primauté du droit et la société civile en Ukraine. Nous essayons notamment, par cette initiative, d'offrir un soutien aux enfants ukrainiens à leur retour.

Il s'agit du soutien psychosocial, de la réinsertion et du soutien des familles qui retrouvent leurs enfants. Nous faisons appel à un certain nombre de partenaires, dont l'UNICEF, et à une autre plateforme multidonateurs. C'est certainement un thème transversal dans une grande partie du travail du Canada qui s'inscrit dans le développement bilatéral.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de Mme Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup.

Merci d'être là aujourd'hui.

Je reviens sur la gouvernance. Le Canada a beaucoup travaillé en Ukraine en matière de gouvernance et de renforcement des capacités, même avant la guerre et l'invasion illégale. Je voudrais revenir sur ce que cela pourrait vouloir dire à l'avenir, notamment pour le renforcement de l'institution parlementaire, les élections et la diplomatie parlementaire. Le Canada a appuyé des réseaux de législatrices, dont des Ukrainiennes, pour qu'elles communiquent entre elles.

Prenons les élections. J'ai discuté la semaine dernière avec un député ukrainien. Immédiatement après la guerre, m'a-t-il dit, il y aura très rapidement des élections pour tous les ordres de gouvernement. Il est possible que la capacité de tenir des élections soit limitée. Il faut donc commencer à y réfléchir tout de suite. Pourriez-vous nous parler de ces programmes? Je songe plus particulièrement aux institutions démocratiques, aux parlements et aux élections.

Jocelyn Kinneer: Monsieur le président, le programme de développement regroupe un certain nombre de projets différents. Comme la députée l'a dit, vu la situation actuelle, les élections ne sont pas imminentes en Ukraine, mais il est tout à fait vrai que, lorsque la guerre sera terminée, il sera important de se préparer à en tenir.

Les programmes canadiens permettent actuellement d'accomplir beaucoup de travail. Un thème central en matière de gouvernance est la décentralisation. Il s'agit de renforcer la capacité des différents ordres du gouvernement ukrainien à travailler ensemble. Il y a ce qu'on appelle les *hromadas*, au niveau municipal, les oblasts, au niveau régional, et ensuite le niveau national. Bien sûr, le financement passe souvent par l'échelon national, et les différentes municipalités cherchent des moyens de planifier leur propre rétablissement et de s'occuper de leurs PDIP — les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Comme les collectivités de première ligne ont des besoins différents de ceux des autres, bon nombre de nos programmes visent en fait à renforcer la gouvernance au niveau local.

Il s'agit de renforcer non seulement le gouvernement ukrainien, mais aussi la société civile. Depuis 1991, l'un des éléments qui ont vraiment joué un rôle crucial dans le cheminement de l'Ukraine, c'est sa société civile très dynamique. Par conséquent, grâce à son programme de développement, le Canada continue de renforcer cet élément.

Les élections sont certainement quelque chose... Nous communiquons régulièrement avec la Commission électorale centrale, par l'entremise de notre ambassade, pour examiner différentes formes de partenariat. Comme vous le dites, c'est un peu loin, mais nous y réfléchissons déjà pour nous assurer de transmettre les bons messages afin que tout le monde soit prêt le moment venu.

• (1240)

Anita Vandenberg: Merci.

Vous avez anticipé ma prochaine question, qui porte sur la société civile et, plus particulièrement, la société civile des femmes. On sait que pendant tout ce temps, même avant... L'Ukraine a eu une société civile très forte. À l'heure actuelle, une bonne partie des activités sont menées par des femmes et une grande part du soutien que nous offrons, même dans le cadre d'activités comme le déminage et, certainement, la SDSR, c'est-à-dire la santé et les droits sexuels et reproductifs, et aussi le maintien des institutions... Comment le Canada appuie-t-il la société civile? Comment aidons-nous les organisations de femmes? Plus particulièrement, que faisons-

nous pour veiller à ce que les femmes et la société civile des femmes participent à la reconstruction et aux processus de paix — je pense en particulier au thème Femmes, paix et sécurité —, et soient présentes au niveau politique et dans les négociations?

Jocelyn Kinneer: Il ne fait aucun doute que le rôle de la société civile — comme je l'ai dit ou comme je l'avais prévu — est en effet très important, et ce, depuis des décennies. Je dirais qu'il l'est d'autant plus dans le contexte de la grande invasion russe.

Comme la députée l'a souligné fort justement, les femmes ukrainiennes, souvent par l'entremise d'organisations de la société civile, ont vraiment joué un rôle extrêmement important en se rassemblant pour mobiliser les ressources nécessaires afin de fournir le soutien dont les collectivités ont besoin, d'autant plus que beaucoup d'hommes sont au combat.

Vous avez parlé de déminage, et je vais vous donner un exemple. Nous avons de nombreux projets qui financent le déminage, ce qui est l'une des priorités fondamentales de notre fonds pour la sécurité et la stabilisation, mais souvent, il faut que les femmes soient là et qu'elles participent à certains de ces projets de déminage. De plus, il s'agit d'une activité rémunérée à laquelle les femmes peuvent participer; ce sont elles qui sont là.

L'un des difficultés que nous avons, c'est que l'équipement de déminage est souvent conçu pour les hommes, de sorte que les femmes qui s'adonnent à cette activité s'exposent à de plus grands risques de blessure. Nous avons un projet qui vise à adapter l'équipement ou à restructurer et réorganiser tout le matériel de sorte que les femmes puissent faire le travail sans s'exposer à des dangers plus graves.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Laporte, je reviens sur les propos de l'ambassadeur, car j'ai trouvé certaines de ses réponses très intéressantes. L'une d'entre elles concernait les forces étrangères qui vont combattre aux côtés des forces russes et qui, nécessairement, par la suite, rapportent de la technologie et de l'expertise, notamment en matière d'entraînement, dans leur pays.

Est-ce quelque chose que vous avez ciblé? Si oui, comment réagit-on à cette situation?

Eric Laporte: D'abord, c'est certainement quelque chose que nous savons. Nous appuyons toutes les propositions de l'ambassadeur. Nous savons que les soldats étrangers qui vont combattre en Ukraine, lorsqu'ils survivent, peuvent ensuite retourner dans leur pays et transmettre des leçons apprises et de l'information, entre autres. C'est donc quelque chose qui nous importe.

Par exemple, plus de 15 000 Nord-Coréens se sont déplacés en Russie, dans l'oblast de Koursk, et beaucoup d'entre eux ont été tués, mais certains sont retournés en Corée du Sud et vont certainement donner de l'information à leur gouvernement.

Le Canada a tout de même déjà mis en place des sanctions assez sévères contre la Corée du Nord, en raison de son programme nucléaire et de ses activités de contournement des sanctions. Alors, nous en tenons compte dans ce contexte.

• (1245)

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci. J'espère que c'est en Corée du Nord qu'ils sont retournés et non en Corée du Sud.

Eric Laporte: Oui, je suis désolé si j'ai dit « Corée du Sud ».

Des voix: Ha, ha!

Alexis Brunelle-Duceppe: Le ministère a-t-il des politiques ciblées pour contrer la désinformation russe en coordination avec d'autres pays alliés, présentement?

Eric Laporte: En effet, le Canada travaille étroitement avec ses partenaires du G7 sur les questions de désinformation. La dernière fois que le Canada a occupé la présidence du G7, nous avons créé le Mécanisme de réponse rapide du G7, qui vise à détecter la désinformation. Nous avons continué à travailler fort sur ce projet durant notre présidence, et les autres pays membres du G7 ont poursuivi le travail. Voilà un exemple du travail qui est fait sur la désinformation.

Nous travaillons aussi très étroitement avec nos alliés au sein de l'OTAN et de l'Union européenne sur les questions de désinformation. Nous savons que les Russes se servent de ces tactiques pour avancer leur position ou pour diviser les gens, alors il y a beaucoup d'efforts qui sont faits de ce côté-là.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Kronis.

Vous avez cinq minutes.

Tamara Kronis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins.

Je vais utiliser le temps qui m'est accordé pour aborder la question de la responsabilité et du rôle que le Canada joue souvent dans les enquêtes et l'application du droit pénal international. Un certain nombre de crimes de guerre ont été commis contre des enfants et d'autres personnes sur le terrain. La Cour pénale internationale a lancé des mandats. Je suis un peu intransigente à propos de la souveraineté et des principes de complémentarité des compétences, mais supposons un instant que la Russie n'intente pas elle-même des poursuites pour ses propres crimes et que la communauté internationale doit intervenir.

Il y a longtemps, j'étais au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. J'y ai appris notamment que la qualité de la preuve est cruciale, non seulement pour les enquêtes et l'application du droit pénal international, mais aussi pour la capacité des gens de reprendre leur vie en main, de raconter leur propre récit et d'être visibles. Le Canada a souvent joué un rôle très important.

Voilà une longue entrée en matière, mais dans le contexte du rôle rassembleur que joue le Canada avec la Norvège dans le dossier des enfants ukrainiens enlevés et disparus, que faisons-nous? Faisons-nous quoi que ce soit au plan des enquêtes pour aider à préserver les preuves nécessaires? Bien sûr, ces choses-là vont s'échelonner sur plusieurs années.

Jocelyn Kinneer: Il est vraiment important de recueillir les preuves et de respecter des exigences très particulières pour les recueillir correctement. En fait, le Canada faisait partie du petit groupe de pays qui ont saisi la CPI de la situation ukrainienne en mars 2022, immédiatement après le début de la grande invasion. Le Canada appuie les enquêtes, y compris les mandats d'arrestation du

président Poutine et de Maria Lvova-Belova. De façon plus générale, en ce qui concerne la CPI et la CIJ, c'est-à-dire la Cour internationale de justice, et ce qu'elles examinent au sujet de l'Ukraine, nous avons fourni des fonds et du personnel pour appuyer les enquêtes sur les crimes de guerre, la violence sexuelle et les crimes contre les enfants. Ce sont des choses que nous avons financées directement avec la CPI et la CIJ.

J'ajouterais que, de façon plus générale, par l'entremise d'un certain nombre de mécanismes multilatéraux, nous avons aussi... Je peux dire qu'à l'OSCE, soit l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, nous avons fourni des fonds par l'entremise du BIDDH, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, qui fait partie de l'OSCE. Le BIDDH a entrepris un très important projet de collecte — tenant compte des traumatismes — de renseignements, de preuves et de témoignages sur ce qui s'est passé.

Ces cas ne font pas l'objet de poursuites à l'heure actuelle. Je partage l'hypothèse de la députée — je ne suis pas très optimiste quant à la possibilité que des poursuites soient intentées en Russie —, mais il est très important d'avoir cet ensemble de preuves et de les recueillir immédiatement, ou le plus tôt possible, d'une manière responsable qui préservera leur intégrité judiciaire et leur pertinence.

• (1250)

Tamara Kronis: Merci beaucoup. Cet ensemble de preuves sera utile à quiconque tentera des poursuites pour ces crimes. Le plus important, bien sûr, c'est que les crimes donnent lieu à des poursuites.

Je vous adresse une question que j'ai posée à l'ambassadeur tout à l'heure. Prenez votre attitude la plus optimiste un instant — j'aime bien l'expression faciale que je viens de voir de votre côté...

Des voix: Oh, oh!

Tamara Kronis: ... quel serait, selon vous, le parcours le plus susceptible d'aboutir à la paix? Y a-t-il quelque chose à l'horizon dont nous pouvons tirer espoir dans le climat international actuel où se déroule le conflit?

Jocelyn Kinneer: Excusez-moi. Ma mère m'a toujours dit que je devais m'efforcer un peu plus de garder un visage impassible.

Des voix: Oh, oh!

Jocelyn Kinneer: Je dirais que les histoires que nous entendons constamment au sujet de la résilience des Ukrainiens me donnent de l'optimisme.

C'est la guerre, et je me souviens que mon homologue ukrainien à l'OSCE, dans les jours qui ont immédiatement suivi la grande invasion de 2022, a dit: « Jocelyn, l'une des choses tellement terrifiantes en ce moment, c'est que tout le monde suppose que l'Ukraine va tomber. »

Il croyait, et c'est tout à fait remarquable — compte tenu des conclusions qu'on pouvait tirer, étant donné la différence de taille entre les forces armées en présence, etc. — que les Ukrainiens tiennent bon. C'est de là que je tire mon optimisme. Je n'ai pas beaucoup d'optimisme au sujet du président Poutine, mais nous devons tous faire preuve de détermination en exerçant toutes les pressions possibles pour l'amener à la table des négociations et mettre fin à la guerre.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Lapointe, qui aura cinq minutes.

Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec mon collègue.

Madame la directrice générale, je vous remercie d'être là. J'ai été heureuse de vous entendre parler de l'OSCE, car ma question va s'inspirer de votre expérience là-bas ainsi que de votre rôle actuel.

J'ai fait partie d'une délégation canadienne qui s'est rendue dans les régions baltes. Nous avons rencontré des représentants de l'Estonie et de la Lettonie lorsque nous étions là-bas l'an dernier, en novembre. Nous y avons rencontré des militaires et des responsables de la défense. L'un des thèmes récurrents qui sont revenus dans toutes nos réunions, c'est qu'une faiblesse dans la défense d'un pays était une faiblesse dans la défense de tous les autres. Nous avons appris qu'ils font des exercices militaires ensemble et travaillent beaucoup ensemble à la planification.

Dans quelle mesure cela est-il important pour la préparation et la défense militaires? Dans quelle mesure est-il important d'étendre ce réflexe au-delà de la seule région baltique lorsqu'il s'agit de la Russie?

Jocelyn Kinnear: La question s'adressait à moi et j'ai mon opinion, mais mon collègue Eric Laporte est en fait beaucoup plus compétent en la matière et peut répondre.

• (1255)

Eric Laporte: La députée a dit que la faiblesse d'un pays est la faiblesse de tous, en un sens, et c'est un principe qui est au cœur de l'OTAN et de l'article 5, ainsi que de l'article 3 du Traité de Washington, qui oblige vraiment tous les alliés à se doter des capacités nécessaires pour se défendre, simplement à cause de ce principe.

Dans le cas des pays baltes, bien sûr, un certain nombre de pays situés très près de la frontière russe se sentent souvent très menacés, mais ils font partie de l'alliance de l'OTAN, et ils ont bénéficié des garanties de sécurité prévues à l'article 5 et de la présence sur le terrain d'autres alliés. Le Canada, par exemple, dirige un groupement tactique en Lettonie avec 2 500 militaires et 11 autres alliés de l'OTAN qui contribuent à ce groupement tactique. C'est la même chose dans les autres États baltes.

Le fait qu'ils soient là signifie qu'ils s'entraînent quotidiennement, qu'ils font des exercices et qu'ils assurent l'interopérabilité et les communications. Ils font également savoir à l'adversaire qu'il n'a aucune chance de réussite s'il s'aventure dans la région. Cela fonctionne pour l'OTAN.

L'Ukraine, bien entendu, n'est ni un allié ni un membre de l'OTAN, mais cela dit, les alliés de l'OTAN apportent un soutien considérable à l'Ukraine et veulent qu'elle puisse se défendre, et elle l'a fait. Mon collègue a fait remarquer à quel point la défense ukrainienne est incroyable depuis près de quatre ans, et elle l'est toujours. Les alliés ont pris des engagements à long terme en matière

de sécurité envers l'Ukraine qui garantissent, si vous voulez, un soutien constant à long terme — militaire, politique, économique, etc.

Viviane Lapointe: J'ai une autre question. Elle a été posée à l'ambassadeur, mais je voudrais aussi savoir ce que vous en pensez. Il s'agit de l'efficacité des sanctions imposées à la Russie. Selon certains experts, elles ont été efficaces. D'autres estiment que son économie est toujours aussi forte. À votre avis, les sanctions ont-elles été efficaces?

Jocelyn Kinnear: Quiconque, en 2022, pensait que les sanctions allaient entraîner soudainement l'effondrement de l'économie russe, que leur mise en place provoquerait un effondrement immédiat, était dans l'erreur, mais je dirais que les sanctions sont un marathon et non un sprint et que, ces trois dernières années, elles ont joué un rôle important dans la dégradation de l'économie russe.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, en limitant les options qui s'offrent à la Russie, les sanctions ont entraîné une hausse de l'inflation. J'ai également parlé du fonds souverain, dans lequel les Russes ont dû puiser largement pour continuer à financer leur guerre. Ils ont transformé toute leur économie pour en faire une économie de guerre. D'autres secteurs de l'économie en souffrent. L'économie est-elle complètement dégradée? Non, mais l'est-elle dans une certaine mesure? Assurément. Devrions-nous poursuivre nos efforts dans le même sens? Absolument, et quand je dis nous, je veux dire le Canada, ainsi que tous ses partenaires.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est un peu comme le jeu de la taupe. On impose des sanctions, et la Russie essaie de s'y soustraire. Il faut ajouter d'autres sanctions ou mesures pour contrer les stratégies d'évitement, mais le travail et l'effort de coordination du Canada et de ses partenaires du G7 à cet égard sont sans précédent.

Nous avons tous des systèmes législatifs et des seuils de preuve très différents. Nous avons tous établi nos propres régimes de sanctions, ce qui signifie qu'on ne peut pas simplement appuyer sur un bouton et que les sanctions sont automatiquement imposées, mais le travail comprend des appels réguliers — j'en ai fait un ce matin — pour assurer la coordination, échanger des renseignements, mettre des données en commun et faire en sorte que tout soit aussi coordonné et efficace que possible. Cela a certainement été un facteur important au cours des dernières années.

• (1300)

Le président: Je vous remercie tous les deux d'avoir comparu devant le Comité.

Voilà qui met fin à notre séance. Le Comité souhaite-t-il lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>